

Coût moyen des procédures

Les montants des marchés qui ont servi de base au calcul du coût moyen ont été fournis à la DDT par les maires des communes concernées. Depuis 2008, la DDT procède systématiquement à l'envoi d'un questionnaire au maire de la commune concernée par l'approbation d'une procédure d'urbanisme dès réception de la délibération approuvant le document.

En 2017, la DDT a poursuivi cette démarche et pu effectuer la comparaison des coûts moyens constatés sur les huit gestions.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Élaboration PLU (arrêtés, approuvés)	29 669 €	24 904 €	22 678 €	24 649 €	27 261 €	24 882 €	25 921 €	25 363 €
Élaboration/ Révision CC	9 287 €	8 500 €	10 500 €	11 314 €	-	11 368 €	12 481 €	4 098 €
Révision simplifiée	6 535 €	4 672 €	7 538 €	5 004 €	6 470 €	2 703 €	-	-
Modification	5 274 €	3 991 €	4 256 €	5 045 €	5 414 €	5 357 €	-	-
Modification simplifiée	2 550 €	1 995 €	1 820 €	-	1 941 €	2 332 €	-	-
Déclaration de projet	Non prévue dans le code de l'urbanisme			-	8 595 €	4 563 €	-	-

Le coût total des procédures entre le 1^{er} octobre 2016 et le 31 octobre 2017, période de référence pour la gestion de la DGD, s'élève à 1 551 263 € HT contre 682 379 € HT pour l'année précédente. En effet, Les PLU arrêtés pris en compte sur la période précédente, ne sont pas subventionnés en PLU approuvés cette année. Ce qui explique que seuls neufs PLU approuvés soient décomptés, contre un l'année précédente, 52 PLU arrêtés contre 25 et 1 révision de carte communale (comme l'année précédente).

Une subvention forfaitaire qui intègre les nouvelles procédures

Les montants des forfaits adaptés à chaque procédure définis en 2016 ont été ajustés pour l'année 2017 afin de tenir compte de l'évolution du nombre de procédures.

Pour rappel, depuis le 1^{er} juillet 2013, tous les PLU approuvés sont au format Grenelle. De plus, depuis le 27 mars 2017, les POS sont devenus caducs. Ces évolutions ont entraîné de nombreuses prescriptions de procédures. La très grande majorité des documents d'urbanisme financés cette année sont les PLU arrêtés. Il ne reste que neuf PLU approuvés à financer cette année, les autres ayant déjà été financés l'année dernière en anticipation.

Liste des communes dont le PLU arrêté n'est pas financé en 2017

Le cas de trois communes dont la durée entre la date de prescription et la date d'arrêt de leur document d'urbanisme a excédé quatre ans, a été étudié. Tous les projets de ces communes seront subventionnés.

Nature des études supplémentaires spécifiques par commune

Deux communes ont réalisé des études de risques :

- ✓ Avilly-Saint-Léonard (cavités souterraines)
- ✓ Mont L'Evêque

Six communes ont réalisé des études hydrauliques :

- ✓ Blincourt
- ✓ Canly
- ✓ Coudun
- ✓ Rivecourt
- ✓ Royaucourt
- ✓ Vignemont

Deux communes ont réalisé des études sur les zones humides :

- ✓ Mélicocq
- ✓ Précy-Sur-Oise

Dix-sept communes ont réalisé des Evaluations Environnementales :

- ✓ Aux-Marais
- ✓ Cauffry
- ✓ Creil
- ✓ Espaubourg
- ✓ Fouquénies
- ✓ Hodenc-L'Evêque
- ✓ Juvignies
- ✓ Monchy-saint-Eloi
- ✓ Novillers-Les-Cailloux
- ✓ Pontoise-Les-Noyon
- ✓ Roberval
- ✓ Saint-Sulpice
- ✓ Senots
- ✓ Verderonne
- ✓ Vilotran
- ✓ Pierrefonds
- ✓ Plailly

Une commune a réalisé une étude urbaine et étude architecturale :

- ✓ Montagny-Sainte-Félicité

Une commune a réalisé une étude paysagère :

- ✓ Plailly

LES FEUILLETS DE L'OISE

4 pages pour un thème

N°407 – Novembre 2017

Documents d'urbanisme : Répartition du concours particulier créé au sein de la DGD

Le code général des collectivités territoriales crée au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD) un concours particulier destiné à subventionner les dépenses des communes liées à l'établissement de documents d'urbanisme. Ce concours particulier est réparti chaque année par le préfet de département au vu des crédits qui lui sont alloués par le préfet de région. Il appartient d'une part au préfet de fixer les critères permettant d'établir les communes éligibles au concours particulier, ainsi que leur ordre de priorité. D'autre part, le préfet fixe le forfait par type de procédure devant servir de clé de répartition. Sur cette base, il établit un projet de répartition qu'il soumet pour avis au collège des élus de la commission de conciliation instituée par l'article L.121-6 du code de l'urbanisme.

Lors de la pré-réunion de la commission de conciliation du 29 septembre 2017, les membres présents ont choisis de ne financer que les procédures d'élaboration ou de révision de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les procédures d'élaboration ou de révision de cartes communales pour la dernière année. Les procédures secondaires ne sont donc pas financées (révision simplifiée, modification, modification simplifiée, déclaration de projet).

De plus, suite aux dernières évolutions réglementaires (caducité des plans d'occupation des sols, grenellisation des PLU...), de nombreuses procédures ont été prescrites. Il a donc paru judicieux d'anticiper, comme l'année dernière, les subventions à verser en intégrant les PLU arrêtés pour l'attribution de la DGD 2017.

Suite à la fusion de certains Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) au 1^{er} janvier 2017 et notamment de l'Agglomération de la Région de Compiègne avec la Basse-Automne, le PLU de l'ARC est passé de 16 communes à 22. La pré-commission n'a pas souhaité accorder une nouvelle subvention à l'ARC.

Enfin, il a été proposé de financer les études supplémentaires inhérentes à l'élaboration d'un PLU, à hauteur de 1 500 €. La subvention due à la vectorisation du document d'urbanisme a été supprimée en 2016. Dans cette version, le Règlement Local de Publicité (RLP) n'est pas subventionné.

La première proposition, soumise à l'avis du collège des élus de la commission de conciliation, présente les forfaits sans prise en compte de ces subventions, soit 4 230 € pour les PLU et 2 000 € pour la carte communale (ajusté à 2 165 €). La seconde, des forfaits de 3 530 € pour les PLU et 2 000 € pour la carte communale, auxquels sont éventuellement ajoutées les subventions supplémentaires (ajusté à 1 775 € pour la carte communale).

La deuxième proposition a été retenue par le collège des élus de la Commission de Conciliation.

C'est l'objet du présent Feuilleton de présenter un projet de répartition pour l'année 2017 en pages 2 et 3 du Feuilleton.

Directeur de la publication :
Jean GUINARD
Réalisation – impression :
DDT de l'Oise
BP 317 – Bld Amyot d'Inville
60021 BEAUVAIS Cedex
ml : ddt@oise.gouv.fr

Procédures	Communes éligibles	Montant HT du marché (a)	Plafond de 80% du marché subventionnable (b)	Aide du CD OUI/Non	Montant de la subvention du CG (c)	Montant subventionnable au titre du concours particulier DGD (d=b-c)	Montant étude supplémentaire déductions subventions recues	Objet de l'étude supplémentaire	1ère proposition			2ème proposition		
									Forfait	Subvention proposée	Solde disponible après écrêtage (g=e-f)	Forfait	Subvention proposée	Solde disponible après écrêtage
									(e)	(f = e < ou = à d)	(g=e-f)	(e')	(f' = e' < ou = à d)	(g'=e'-f')
PLU(i)	AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE, 22 communes (Oise la Vallée + 3 bureaux d'études privés)	180 000	144 000	O	0	144 000			déjà financé à hauteur de 20 000 euros en 2014-2016 (reliquat 20 000 euros)					
	Sous-total								0	0	0	0	0	0
PLU arrêtés (52)	ABBECOURT (Verdi)	23 745	18 996	O	11 870	7 126	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	AUX-MARAIS (Verdi)	42 175	33 740	O	11 600	22 140	6 300	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	AVILLY-SAINT-LEONARD (Arval)	25 256	20 205	O	12 500	7 705	7 850	Cavités souterraines	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	BETHISY-SAINT-MARTIN (Arval)	25 310	20 248	O	12 500	7 748	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	BLINCOURT (Urba-Services)	17 694	14 155	O	8 840	5 315	400	Zone pluviale subventionnée par AESN à 80%	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	CANNY-SUR-THERAIN (Urba-Services)	27 641	22 113	O	12 500	9 613	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	CAUFFRY (Verdi)	24 300	19 440	O	12 150	7 290	6 325	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	CHAMANT (Arval)	26 516	21 213	O	12 500	8 713	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	CHEVRIERES (Arval)	14 910	11 928	O	7 450	4 478	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	COUDUN (Aménager le territoire Urbaniste)	23 239	18 591	O	11 610	6 981	5 850	Schéma de gestion eaux pluviales	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	COURCELLES-EPAYELLES (Arval)	21 465	17 172	O	10 000	7 172	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	CREIL (anteagroup - tsc)	89 930	71 944	N	0	71 944	1	EES incluse	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	CRESSONSACQ (Urba-Services)	22 176	17 741	O	11 080	6 661	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	CROUY-EN-THELLE (Verdi)	25 345	20 276	O	12 500	7 776	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	DELINCOURT (Urba-Services)	23 157	18 526	O	11 570	6 956	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	ECUVILLY T (Urba-Services)	26 709	21 367	N	0	21 367	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	ESPAUBOURG (ATER Environnement)	11 000	8 800	O	3 500	5 300	7 000	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	EVRICOURT (Pro-G Urbain)	15 850	12 680	O	7 920	4 760	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	FLEURY (Arval)	24 795	19 836	O	12 390	7 446	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	FOUQUENIES (Espace Urba)	24 367	19 494	O	12 500	6 994	1	EES incluse	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	FRANCIERES (Arval)	14 850	11 880	N	0	11 880	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	GLAIGNES (Urba-Services)	26 015	20 812	O	12 500	8 312	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	GRANDFRESNOY (Arval)	20 770	16 616	O	10 380	6 236	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	HODENC-L'EVEQUE (Verdi)	24 845	19 876	O	12 500	7 376	4 875	EES obligatoire	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	JUVIGNIES (Verdi)	23 000	18 400	O	13 700	4 700	4 400	EES obligatoire	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	LE DELUGE (Urba-Services)	22 954	18 363	O	11 470	6 893	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	LE-PLESSIS-BELLEVILLE (G2C)	25 786	20 629	N	0	20 629	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	LEVIGNEN (Urba-services)	25 397	20 318	O	12 500	7 818	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	LITZ (Espace Urba)	24 450	19 560	O	12 500	7 060	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	MELICOCQ (Urba-Services)	24 393	19 514	O	12 190	7 324	2 850	Etude sur les zones humides	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	MONCHY-SAINT-ELOI (Espace Urba)	24 900	19 920	O	12 450	7 470	5 400	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	MONTEPILLOY (CABINET D'URBANISME Xavier FRANCOIS)	16 400	13 120	O	8 200	4 920	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	MORANGLES (Verdi)	25 345	20 276	O	11 870	8 406	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	MOYENNEVILLE (Urba-Services)	25 528	20 422	O	12 500	7 922	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	NOVILLERS-LES-CAILLOUX (Verdi)	21 025	16 820	O	10 960	5 860	4 500	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	PONTOISE-LES-NOYON (Aménager le territoire Urbaniste et HarmoniEPAU)	24 433	19 546	N	0	19 546	1	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	PRECY-SUR-OISE (Espace Urba)	36 500	29 200	N	12 500	16 700	1 300	Définition des zones humides	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	REILLY (Arval)	23 580	18 864	O	11 790	7 074	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	RIVECOURT (SAFEGE)	21 718	17 374	O	12 500	4 874	14 213	Schémas directeur des eaux pluviales	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	ROBERVAL (Urba-services)	25 158	20 126	O	12 500	7 626	1	EES incluse et obligatoire	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	ROYAUCOURT (Aménager le territoire + HarmoniEPAU)	25 501	20 401	N	0	20 401	4 525	Schéma de gestion eaux pluviales	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	ROYE-SUR-MATZ (Arval)	22 885	18 308	O	11 440	6 868	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	SAINT-SULPICE (Verdi)	24 845	19 876	O	12 500	7 376	4 875	EES obligatoire	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	SAINT-VAAST-DE-LONGMONT (G2C)	35 511	28 409	O	12 500	15 909	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	SENOTS (Arval)	19 885	15 908	O	11 280	4 628	1 800	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 330	0
	THIVERNY (Urba-services)	24 138	19 310	O	12 500	6 810	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	VALDAMPIERRE (Verdi)	27 802	22 242	O	12 500	9 742	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	VERDERONNE (Arval)	24 525	19 620	O	12 260	7 360	1 800	EES	4 230	4 230	0	3 530	5 330	0
	VIGNEMONT (Urba-services)	17 325	13 860	O	8 660	5 200	3 500	Schéma directeur d'assainissement eaux pluviales	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	VILLERS-SAINT-SEPULCRE (Verdi)	25 345	20 276	O	12 500	7 776	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	VILLERS-SOUS-SAINT-LEU (Mosaïque Urbaine)	25 574	20 459	O	12 500	7 959	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	VILLOTRAN (Verdi)	29 150	23 320	O	12 500	10 820	5 400	EES obligatoire	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
Sous-total	1 315 113	1 052 090		529 130	522 960	93 163		219 960	219 960	0	180 030	218 660	0	
PLU approuvé (9)	BRAISNES (Aménager le territoire Urbaniste)	20 298	16 238	O	10 140	6 098	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	CANLY (Urba-services)	25 068	20 054	O	12 500	7 554	5280	Schéma de gestion eaux pluviales	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	LA-VILLENEUVE-SOUS-THURY (Arval)	23 720	18 976	O	11 860	7 116	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
	MAIGNELAY-MONTIGNY (Ater Environnement)	20 300	16 240	O	12 500	3 740	0	-	4 230	3 740	490	3 530	3 530	0
	MONTAGNY-SAINTE-FELICITE (Urba-Services)	28 600	22 880	O	12 500	10 380	4 920	Etude urbaine générale et étude architecturale financée à 80% par le PNR	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	MONT-L'EVEQUE (Arval)	26 499	21 199	O	12 500	8 699	6640	Etude de risques	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	PIERREFONDS (Safege + Oise la Vallée)	27 007	21 606	O	12 500	9 106	1	EES incluse et obligatoire	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	PLAILLY (Topos)	45 950	36 760	O	10 000	26 760	11558	EES et étude paysagère financée à 80% par le PNR	4 230	4 230	0	3 530	5 030	0
	VILLENEUVE-LES-SABLONS (Arval)	14 610	11 688	O	7 305	4 383	0	-	4 230	4 230	0	3 530	3 530	0
Sous-total	232 052	185 642		101 805	83 837	28 398		38 070	37 580	490	31 770	39 270	0	
Élaboration / Révision carte communale (1)	HAINVILLERS	4 098	3 278	N	0	3 278	0	-	2 000	2 165	0	2 000	1 775	0
	Sous-total	4 098	3 278		0	3 278	0		2 000	2 165	0	2 000	1 775	0
Révision SCOT	GRAND CREILLOIS								17 100			17 100		
TOTAL		1 551 263	1 241 010	-	630 935	610 075	121 561		260 030	276 805	490	213 800	276 805	0